

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

PICTET ET CIE (EUROPE) S.A.

Société de droit luxembourgeois au capital de 50 000 000 francs suisses.
15A, Avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg : B 32 060

Comptes annuels pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016

S.A. Bilan au 31 décembre 2016

(Exprimé en francs suisses)

Actif	Note(s)	2016 CHF	2015 CHF
Caisse, avoirs auprès de banques centrales et des offices de chèques postaux	3.2.1,4	863 760 819	147 572 649
Créances sur les établissements de crédit	3.2.1,5,3		
A vue		486 215 055	683 849 497
Autres créances		660 441 013	76 877 191
		1 146 656 068	760 726 688
Créances sur la clientèle	3.2.1,5,3	2 755 894 890	1 913 568 882
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3.2.1,6,7,1		
des émetteurs publics		2 458 986 116	2 577 909 762
- d'autres émetteurs		1 914 024 690	2 233 981 655
		4 373 010 806	4 811 891 417
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3.2.1,3,4,6	15 726 193	3 828 007
Parts dans des entreprises liées	3.2.1,5,6,7,1	588 215	596 513
Actifs corporels	7.2	11 556 274	12 277 711
Autres actifs		98 557	1 050 954
Compte de régularisation		121 947 106	117 642 117
Total de l'actif	14	9 289 238 928	7 769 154 938

Passif	Note(s)	2016 CHF	2015 CHF
Dettes envers des établissements de crédit	3.2.1,5,3		
A vue		315 302 347	248 067 080
A terme ou à préavis		771 440 141	462 677 810
		1 086 742 488	710 744 890
Dettes envers la clientèle	3.2.1,5,2,5,3		
autres dettes			
A vue		7 433 508 456	6 362 564 626
A terme ou à préavis		13 351 344	31 378 458
		7 446 859 800	6 393 943 084
Dettes représentées par un titre	3.2.1,8	34 648 442	-
Autres passifs	9	7 231 257	8 942 999
Comptes de régularisation		137 832 334	108 556 969
Provisions			
- Provisions pour impôts	16.4	24 742 754	20 444 358

Autres provisions	10	38 559 782	42 842 322
Fonds pour risques bancaires généraux	2.6	1 100 000	1 100 000
Capital souscrit	11,13	70 000 000	70 000 000
Prime d'émission	13	30 000 000	30 000 000
Réserves	12,13	39 841 018	45 436 752
Résultats reportés	13	283 184 173	214 403 849
Résultat de l'exercice	13	88 496 880	122 739 715
Total du passif	14	9 289 238 928	7 769 154 938

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Hors-bilan	Note(s)	2016 CHF	2015 CHF
Passifs éventuels			
dont :	15.1	313 909 033	329 667 803
<i>Cautionnements et actifs donnés en garantie</i>		<i>313 909 033</i>	<i>329 667 803</i>
Engagements	15.2	2 500 000	2 500 000
Opérations fiduciaires		3 079 862 260	3 372 110 142

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Compte de profits et pertes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016

(Exprimé en francs suisses)

	Note(s)	2016 CHF	2015 CHF
Intérêts et produits assimilés		113 553 476	92 479 783
Intérêts et charges assimilées		(55 448 045)	(49 564 381)
Commissions perçues		375 495 666	518 418 420
Commissions versées		(181 064 014)	(283 871 402)
Résultat provenant d'opérations financières		37 000 248	45 732 381
Autres produits d'exploitation	16.2	11 776 325	15 294 161
Frais généraux administratifs		(115 195 521)	(117 106 705)
- frais de personnel			
dont :	18		
salaires et traitements		(93 886 125)	(95 612 725)
charges sociales		(17 005 579)	(18 094 139)
dont charges sociales couvrant les pensions		(7 991 701)	(8 539 310)
- autres frais administratifs		(56 810 168)	(59 475 425)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	7.2	(6 712 559)	(6 453 535)
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et parts dans des entreprises liées	7.1	507 431	2 638 090
Autres charges d'exploitation	16.3	(1 456 844)	(2 162 420)
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	16.4	(31 224 342)	(31 605 201)
Résultat provenant des activités ordinaires, après impôts		90 421 653	124 323 766
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	17	(1 924 773)	(1 584 051)
Résultat de l'exercice		88 496 880	122 739 715

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2016

Note 1 – Généralités

Banque Pictet Luxembourg S.A. (la « Banque ») a été constituée au Grand-Duché du Luxembourg le 3 novembre 1989 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois. Banque Pictet Luxembourg S.A. a changé de raison sociale en date du 30 septembre 2002 pour devenir Pictet & Cie (Europe) S.A.. La Banque est inscrite au Registre du Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 32 060 et a son siège social au 15 A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

La loi luxembourgeoise autorise la Banque à effectuer toutes les opérations bancaires.

La Banque est une filiale à 100% du groupe Pictet. Depuis juillet 2013, elle est détenue à 51 % par Pictet & Cie Group SCA, Genève, dont le siège social se trouve au 60, Route des Acacias, CH-1211 Genève ; et à 49 % par Pictet Europe S.A., société Luxembourgeoise de participations financières établie à Luxembourg et dont le siège social se trouve au 15A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Note 2 - Principales méthodes comptables et principes d'évaluation

2.1. Base de présentation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché du Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et la Commission de Surveillance du Secteur Financier, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

Au 31 décembre 2016, la Banque dispose de six succursales établies à Francfort, Madrid, Paris, Turin, Hong Kong et Londres. Elles ont été ouvertes aux dates suivantes :

- le 17 octobre 2000 pour Francfort ;
- le 5 décembre 2002 pour Madrid ;
- le 16 décembre 2003 pour Paris ;
- le 1^{er} janvier 2007 pour Turin ;
- le 17 septembre 2012 pour Hong Kong ;
- le 24 avril 2014 pour Londres.

En conséquence, le bilan, le hors bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2016 ont été préparés en combinant les postes de bilan, de hors bilan et de profits et pertes du siège luxembourgeois et des six succursales.

Sur la base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, la Banque n'est pas tenue d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2016. Par conséquent, en conformité avec la loi du 17 juin 1992, ces comptes ont été présentés sur une base non consolidée pour appréciation par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

2.2. Conversion des devises étrangères

La Banque établit ses comptes annuels en francs suisses (CHF) qui est la devise d'expression de son capital.

La Banque utilise la méthode de la comptabilité plurimonnaire qui consiste à enregistrer toutes les transactions en devises autres que celle du capital dans les monnaies de ces transactions. Les produits et charges sont convertis en devise du capital aux cours de change applicables le jour de leur réalisation.

2.2.1. Opérations au comptant

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis dans la devise du capital au cours de change moyen au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

Toutefois, les parts dans les entreprises liées ayant le caractère d'immobilières financières ainsi que les actifs corporels qui ne sont pas couverts sur le marché au comptant ou à terme sont convertis dans la devise du capital au cours en vigueur à la date de leur acquisition.

Les opérations en devises étrangères au comptant non encore dénouées sont converties dans la devise du capital au cours au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

2.2.2. Opérations à terme

Les opérations en devises étrangères à terme non encore dénouées sont évaluées à la fin de l'exercice dans la devise du capital aux cours à terme pour l'échéance restant à courir à la date de clôture du bilan.

Au 31 décembre 2016, la Banque est engagée dans des opérations de Swap de devises pour compte propre et dans des opérations de change à terme pour le compte de la clientèle qui sont automatiquement retournées auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA).

2.2.3. Gains et pertes de change

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant couverts à terme et sur les postes à terme couverts au comptant sont neutralisés dans les comptes de régularisation.

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant non couverts à terme sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de l'exercice en cours.

Les pertes de change enregistrées sur les opérations à terme non couvertes sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes. Il n'est pas tenu compte des gains de change provenant de telles opérations.

2.3. Créances

Les prêts et avances sont inscrits à leur valeur d'acquisition diminuée des remboursements éventuels ainsi que des corrections de valeur, les intérêts courus et non échus étant enregistrés dans les comptes de régularisation à l'actif du bilan.

La Banque a pour politique de constituer, selon les circonstances et pour les montants déterminés par les organes responsables, des provisions spécifiques pour créances douteuses. Ces provisions sont déduites des postes d'actif concernés et ne sont pas maintenues si les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.4. Évaluation des valeurs mobilières

Pour les besoins d'évaluation, la Banque a réparti ses valeurs mobilières en trois catégories de portefeuille-titres :

2. 4.1. Portefeuille des immobilisations Financières

Il est composé :

- de valeurs mobilières à revenu variable qui sont des parts dans les entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé. Ces titres, destinés à servir de façon durable à l'activité de la Banque, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur de marché ;
- de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance.

Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont enregistrées à leur prix d'acquisition dans leur devise d'origine. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

La Banque constitue des corrections de valeurs pour les émissions dont le remboursement est incertain dans les cas et les limites fixées par le Conseil d'Administration.

L'agio résultant de l'acquisition d'obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe qui ont le caractère d'immobilisations financières à un prix supérieur au prix de remboursement est pris en charge au compte de profits et pertes de manière échelonnée.

Le disagio résultant de l'acquisition d'obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe qui ont le caractère d'immobilisations financières à un prix inférieur au prix de remboursement est amorti en fonction de la période restant à courir jusqu'à l'échéance du titre en question.

2. 4.2. Portefeuille de négociation

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe et variable qui sont acquises dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance. Ce sont des titres qui sont négociables sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée, et dont les prix de marché sont constamment accessibles aux tiers.

Les titres du portefeuille de négociation figurent au bilan au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché.

Au 31 décembre 2016, la Banque n'a pas de portefeuille de négociation.

2. 4. 3. Portefeuille de placement

Il est composé de titres acquis dans un but de placement ou de rendement, ou dans le but de constituer une certaine liquidité sur le marché secondaire. Il comprend également les titres ne répondant pas aux critères des deux catégories précédentes.

Les titres figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les titres peuvent faire l'objet de corrections de valeurs exceptionnelles soit pour des raisons de prudence, soit en vertu de la législation fiscale. Ils bénéficient en outre des dispositions du « Beibehaltungsprinzip » (en vertu de la législation en vigueur au Luxembourg, l'évaluation d'un actif à une valeur inférieure peut être maintenue pendant toute la durée de détention de l'actif concerné).

La Banque émet des produits structurés pour le compte de ses clients. Certains de ces produits consistent à émettre des certificats de performance sur un portefeuille d'actions. Le risque sur ces prises de positions étant couvert par l'achat des actions sous-jacentes par la Banque, par souci de réduction de la volatilité, la Banque a appliqué la dérogation permise par la Circulaire CSSF 08/340 qui permet d'appliquer partiellement la norme IAS 39. Dans le cadre de ces activités, la Banque enregistre donc ces produits à la juste valeur via les comptes de profits et pertes.

2.5. Actifs corporels

Les actifs corporels figurent au bilan au coût d'acquisition diminué des corrections de valeurs cumulées.

Les actifs corporels sont amortis linéairement sur base des durées d'utilisation estimées aux taux suivants :

	Taux d'amortissement
Transformation de l'immeuble	20 % par an
Hardware	33,33 % par an
Software	33,33 % par an
Autres installations, outillage et mobilier	20 % par an

Une exception est faite pour le logiciel bancaire Avaloq, qui bien que faisant partie du software, est amorti sur une durée de 7 ans (14,29 % par an). Ceci se justifie par le caractère durable et le montant de l'investissement (CHF 4 750 000).

2.6. Fonds pour risques bancaires généraux

La Banque a créé un fonds pour risques bancaires généraux dans le but de couvrir des risques particuliers inhérents aux opérations bancaires. Les affectations au fonds sont effectuées à partir des bénéfices après impôts mais avant détermination du bénéfice net et ne sont sujettes à aucune limite quantitative.

2.7. Provision forfaitaire

La politique de la Banque consiste à constituer, en accord avec les dispositions de la législation luxembourgeoise, une provision forfaitaire pour actifs à risques. La provision forfaitaire calculée sur des postes du bilan est déduite des postes de l'actif concernés. Au 31 décembre 2016, le montant de la provision forfaitaire s'élève à CHF 19 800 000 (2015 : CHF 19 800 000).

2. 8. Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

Les dettes représentées par des certificats sur panier d'actions ont pour objectif de répliquer la performance d'un panier d'actifs de référence sous-jacent. Conformément à la dérogation permise par la circulaire CSSF 08/340 qui permet d'appliquer partiellement la norme IAS 39 dans un souci de

réduction de la volatilité, ces dettes représentées par des certificats sur paniers d'actions sont évaluées à la juste valeur via les comptes de profits et pertes au même titre que les actifs sous-jacents représentatifs.

2.9. Valorisation des instruments financiers dérivés

Les appels de marge portant sur des contrats à terme ferme négociés sur les marchés organisés sont enregistrés quotidiennement. Les gains et pertes sur les positions d'arbitrage sont directement comptabilisés dans le compte de profits et pertes. Les gains et pertes sur les positions de couverture sont étalés sur la même période que les résultats provenant de l'élément couvert.

Dans le cas où les produits dérivés couvrent précisément un poste d'actif ou de passif et où l'unité économique est établie, les gains et les pertes sont imputés aux comptes de profits et pertes de la même manière que les charges et produits constatés sur les opérations couvertes.

La Banque émet des produits structurés pour le compte de ses clients dont certains contiennent une composante « dérivé ». Le risque sur ces prises de positions étant couvert par les produits dérivés, par souci de réduction de la volatilité, la Banque a appliqué la dérogation permise par la Circulaire CSSF 08/340 émise par la Commission de Surveillance du Secteur Financier « CSSF ») qui permet d'appliquer partiellement la norme IAS 39. Dans le cadre de ces activités, la Banque enregistre donc ces produits à leur juste valeur via les comptes de profits et pertes.

Note 3 - Analyse des instruments financiers

3.1. Objectifs et stratégie en matière de gestion des risques

La stratégie de la Banque est de se concentrer sur des activités où elle apporte une valeur ajoutée, qui dégagent une rentabilité supérieure et dont le risque encouru est compris et maîtrisé.

3.1.1. Le risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit est le risque qu'un tiers ne remplisse pas ses engagements dans les termes qui avaient été fixés. En conséquence, le risque porte non seulement sur les prêts et les titres, mais aussi sur les garanties, engagements, dépôts interbancaires, les contrats de change à terme et autres instruments financiers.

La gestion du risque de crédit est régie par une directive interne qui définit notamment les modalités d'octroi de crédits, les limites et les conditions pour les prêts et avances en compte ainsi que les compétences pour l'approbation des engagements. Il est à noter que la Banque n'accorde en général aucun crédit commercial et que les prêts à la clientèle se limitent à des crédits lombards et à des prêts garantis par des dépôts en cash ou des assurances-vie.

La politique de la Banque en matière de risques de pays est en principe de ne pas entretenir de relations actives avec des débiteurs dans des pays à risque. Ainsi la majeure partie des crédits est accordée à des débiteurs situés en Europe.

Enfin, la totalité des contreparties avec lesquelles la Banque travaille sont des banques reconnues et de premier ordre, qui incluent des sociétés du groupe. En outre, la Direction a fixé des limites de concentration par contreparties bancaires. Le respect de ces limites est contrôlé tous les jours par le département PAS - Opérations Fonds. La situation des avoirs avec les contreparties bancaires est envoyée chaque semaine à la Direction.

3.1.2. Les risques de marché et sur instruments financiers

Les risques de marché se définissent comme les risques liés aux variations de taux, de change ou de prix et à l'illiquidité pouvant entraîner des problèmes de refinancement.

Depuis l'exercice 2013, la Banque a investi dans un portefeuille de titres qui seront détenus jusqu'à leur maturité dans le but de répondre aux attentes fixées par la Banque en matière de trésorerie et de gestion de la liquidité. Le portefeuille est constitué d'actifs liquides de haute qualité.

La Banque réalise certaines opérations relatives aux instruments dérivés pour compte propre. Il s'agit de swaps de devises utilisés pour couvrir les cash flows futurs de certaines obligations détenues dans le portefeuille titres et également pour gérer les positions de trésorerie en monnaies étrangères. Toutes les transactions effectuées pour le compte de clients sont automatiquement retournées auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA) et consistent principalement dans des opérations relatives à des instruments dérivés « standard ».

3.1.3. Le risque de liquidité

Le risque de liquidité peut être défini comme le risque pour une banque de ne pas faire face à ses obligations à l'échéance, parce que ses rentrées et sorties d'argent provenant de ses actifs et de ses passifs ne coïncident pas.

La politique de la Banque en terme de risque de liquidité s'apparente à la politique suivie au niveau des taux d'intérêt dans le sens où la Banque évite de déséquilibrer ses emplois et ses ressources en termes d'échéance pour éviter tout risque majeur.

La Banque a investi dans un portefeuille obligataire avec des échéances allant jusqu'à 94 mois. Chaque investissement peut être qualifié de liquide et de grande qualité.

3.1.4. Les risques de variation de taux d'intérêt et de change

En terme de placements/dépôts, la politique de la Banque est de rechercher au maximum une concordance parfaite au niveau des échéances. La Banque ne spéculer pas sur les taux ni sur les échéances, elle se contente de refléter les dépôts de ses clients en veillant à obtenir les meilleurs taux possibles. La marge d'intérêt dégagée par la Banque fait l'objet d'un suivi mensuel par le département Finances.

La politique de la Banque en matière de change est d'éviter les risques de change importants. La Banque a fixé des limites globales et par devises. Le respect des positions au comptant et à terme ainsi que les résultats sur ces positions sont contrôlés quotidiennement par le département Finances et font l'objet d'une information régulière à la Direction.

3.1.5. Les risques opérationnels

L'activité de la Banque est centrée sur la gestion privée et le dépôt.

Dans le but de réduire ses risques, la Banque suit une politique de répartition des responsabilités qui sont partagées entre les différents responsables des activités. En outre, la Banque dispose d'un recueil de directives qui régit les différentes activités et qui définit les différents niveaux de contrôles des tâches.

Il est à noter, en outre, que les activités font l'objet de revue par le département Audit Interne qui rapporte directement à la Direction. Notons enfin que le Risk Manager a mis en place un système de rapport des pertes encourues ainsi qu'une base de données des pertes opérationnelles faisant l'objet d'un suivi particulier. Avec son équipe, il effectue également une supervision approfondie des activités de banque dépositaire.

3.2. Analyse des instruments financiers

3.2.1. Information sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-après analyse le niveau de l'activité de la Banque en ce qui concerne les instruments financiers primaires. Les données sont ventilées par catégorie d'instruments financiers et en fonction de la durée résiduelle.

Par « juste valeur », on entend la valeur à laquelle un actif pourrait être échangé ou un passif réglé dans le cadre d'une transaction ordinaire conclue dans des conditions normales entre des parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté, exception faite des ventes forcées ou des ventes effectuées dans le cadre d'une liquidation.

Analyse des instruments financiers primaires (en valeur comptable)

	Instruments primaires au 31 décembre 2016 (valeur comptable en CHF)					Total CHF
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	863 760 819	-	-	-	-	863 760 819
Créances envers des établissements de crédits	1 146 646 068	-	-	-	-	1 146 656 068
Créances sur la clientèle	2 591 109 747	136 233 939	28 551 204	-	-	2 755 894 890
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe*	342 567 056	1 002 441 021	2 852 197 096	175 805 633		4 373 010 806
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	-	-	-	-	15 726 193	15 726 193
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	588 215	588 215
Total des actifs financiers	4 944 093 690	1 138 674 960	2 880 748 300	175 805 633	16 314 408	9 155 636 991
Actifs non financiers						133 601 937
Total de l'actif						9 289 238 928
<i>* Au vu de leur valeur de marché, ces titres ne nécessitent pas de correction de valeur au 31 décembre 2016.</i>						
Catégories d'instruments (passifs financiers)						
Dettes envers des établissements de crédit	375 297 488	457 357 500	254 087 500	-	-	1 086 742 488
Dettes envers la clientèle	7 446 859 800	-	-	-		7 446 859 800
Dettes représentées par un titre	4 519 670	5 630 992	8 733 231	-	15 764 549	34 648 442
Total des passifs financiers	7 826 676 958	462 988 492	262 820 731	-	15 764 549	8 568 250 730
Passifs non financiers			-			720 988 198
Total du passif			-			9 289 238 928

	Instruments primaires au 31 décembre 2015 (valeur comptable en CHF)					Total CHF
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois a 1 an	Plus d'1 an a 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	147 572 649	-	-	-	-	147 572 649
Créances envers des établissements de crédits	760 726 688	-	-	-	-	760 726 688
Créances sur la clientèle	1 797 537 488	103 137 402	12 893 992	-	-	1 913 568 882
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe*	191 608 084	722 707 435	3 522 929 705	374 646 193		4 811 891 417
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	-	-	-	-	3 828 007	3 828 007
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	596 513	596 513
Total des actifs financiers	2 897 444 909	825 844 837	3 535 823 697	374 646 193	4 424 520	7 638 184 156
Actifs non financiers						130 970 782
Total de l'actif						7 769 154 938

* Au vu de leur valeur de marché, ces titres ne nécessitent pas de correction de valeur au 31 décembre 2015.

Catégories d'instruments (passifs financiers)						
Dettes envers des établissements de crédit	373 504 010	-	337 240 880	-	-	710 744 890
Dettes envers la clientèle	6 393 943 084	-	-	-	-	6 393 943 084
Total des passifs financiers	6 767 447 094	-	337 240 880	-	-	7 104 687 974
Passifs non financiers			-			664 466 964
Total du passif			-			7 769 154 938

3.2.2. Information sur les instruments financiers dérivés

3.2.2.1. Description des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2016, la Banque est engagée uniquement dans des opérations de swaps de devises pour compte propre et dans des opérations de change à terme pour le compte de la clientèle qui sont automatiquement retournées auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA). Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les instruments dérivés hors portefeuille de négociation relatives au notionnel, à la juste valeur, à la durée de vie résiduelle et au type de marché.

3.2.2.2. Analyse des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2016, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
Hors bourse				
Contrats de change à terme (valeur notionnelle)	47 283 181 954	2 171 026 636	21 486 033	49 475 694 623
Swaps de devises (valeur notionnelle)	3 639 528 295	157 515 800	121 630 427	3 918 674 522

Au 31 décembre 2015, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
Hors bourse				
Contrats de change à terme (valeur notionnelle)	62 504 388 862	6 085 543 549	-	68 589 932 411
Swaps de devises (valeur notionnelle)	2 200 139 616	120 928 625	337 541 165	2 658 609 406

3.2.2.3. Évaluation des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus par la Banque pour le compte de la clientèle s'élève à :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
Hors Bourse				
Contrats de change à terme				
* Valeurs de remplacement positives	315 715 771	24 720 910	323 389	340 760 070
* Valeurs de remplacement négatives	314 158 890	24 179 895	313 499	338 652 284
* Juste valeur globale des contrats	1 556 881	541 015	9 890	2 107 786
Swap de devises				
* Valeurs de remplacement positives	15 688 741	11 138 806	6 952 375	33 779 922
* Valeurs de remplacement négatives	22 893 460	4 702 999	6 202 956	33 799 415
* Juste valeur globale des contrats	(7 204 719)	6 435 807	749 419	(19 493)

Au 31 décembre 2015, la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus par la Banque pour le compte de la clientèle s'élève à :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
Hors Bourse				
Contrats de change à terme				
* Valeurs de remplacement positives	445 260 196	58 833 683	-	504 093 879
* Valeurs de remplacement négatives	443 645 503	58 245 949	-	501 900 452
* Juste valeur globale des contrats	1 614 693	578 734	-	2 193 427
Swap de devises				
* Valeurs de remplacement positives	5 333 955	3 559 997	22 067 377	30 961 329
* Valeurs de remplacement négatives	17 643 218	5 371 078	8 073 288	31 087 584
* Juste valeur globale des contrats	(12 309 263)	(1 811 081)	13 994 089	(126 255)

3.3. Risque de crédit**3.3.1. Description du risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations telles que définies contractuellement.

3.3.2. Concentration du risque de crédit**Concentration géographique (en %)**

<i>Zone géographique (par pays ou par zone)</i>	Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2016	Engagements 31 décembre 2016	Instruments dérivés hors marché boursier 31 décembre 2016
Suisse	24 %	6 %	50 %
Union européenne	43 %	55 %	48 %
Autres	33 %	39 %	2 %
Total	100 %	100 %	100 %

<i>Zone géographique (par pays ou par zone)</i>	Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2015	Engagements 31 décembre 2015	Instruments dérivés hors marché boursier 31 décembre 2015
Suisse	17 %	17 %	50 %
Union européenne	54 %	69 %	49 %
Autres	29 %	14 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %

Concentration par secteur économique (en %)

<i>Secteur économique</i>	Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2016	Engagements	hors marché boursier 31 décembre 2016
Secteur financier	53 %	43 %	51 %
Autres	21 %	33 %	48 %
Clientèle privée	26 %	24 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %

<i>Secteur économique</i>	Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2015	Engagements	hors marché boursier hors marché boursier 31 décembre 2015
Secteur financier	45 %	33 %	51 %
Autres	24 %	37 %	49 %
Clientèle privée	31 %	30 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %

3.3.3. Mesure de l'exposition au risque de crédit relatif aux instruments financiers dérivés

Pour les instruments financiers dérivés négociés hors marché boursier, la valeur comptable, c'est-à-dire la valeur notionnelle, ne traduit pas le degré maximal d'exposition au risque. La Banque calcule le risque de crédit afférent aux instruments dérivés sur la base de l'approche standard conformément aux dispositions de la circulaire CSSF.

Le tableau ci-dessous indique le degré d'exposition de la Banque au risque de crédit en fonction des montants notionnels, du montant équivalent-risque et de l'exposition nette au risque.

au 31 décembre 2016				
	Montants notionnels CHF (1)	Montants en équivalent - risque CHF (2)	Garanties CHF (3)	Exposition nette au risque pondéré CHF (4) = (2) - (3)
Contrats de change à terme	49 475 694 623	836 226 414	-	836 226 414
Swaps de devises	3 918 674 522	76 224 769	-	76 224 769

au 31 décembre 2015				
	Montants notionnels CHF (1)	Montants en équivalent — risque CHF (2)	Garanties CHF (3)	Exposition nette au risque pondéré CHF (4) = (2) - (3)

Contrats de change à terme	68 589 932 411	1 190 908 949	-	1 190 908 949
Swaps de devises	2 658 609 406	68 433 810	-	68 433 810

La Direction a fixé l'obligation de conclure les contrats de change à terme exclusivement avec la société sœur (Banque Pictet & Cie SA). Le respect de cette obligation est contrôlé quotidiennement par le département PAS- Traitement Titres & Espèces.

La Banque conclut également des swaps de devise pour compte propre afin de couvrir des cash flows futurs liés aux obligations détenues dans le portefeuille des immobilisations financières et aussi dans le cadre de la gestion des positions en devises étrangères.

Instrument/ contrepartie	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	OCDE	OCDE	OCDE	Groupe
Contrats de change à terme	97 %	50 %	99 %	50 %
Swaps de devises	100 %	90 %	100 %	89 %

3.4. Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque d'être soumis aux variations des prix de marché pour les actifs financiers dans lesquels la Banque investit ou opère à découvert.

Le portefeuille de la Banque inclut des parts dans d'autres sociétés du Groupe ainsi que des obligations détenues jusqu'à leur maturité et, depuis 2016, les titres achetés par la Banque dans le cadre de sa stratégie de couverture économique des certificats sur panier d'actions émis par la Banque. En 2015, le portefeuille de la Banque incluait également des prises de positions à durée limitée dues à une erreur de négoce.

Les contrats de change à terme conclus avec la clientèle font l'objet d'une couverture auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA). Les opérations de swaps de devise sont générées pour couvrir le risque lié à certains investissements du portefeuille obligataire de la Banque.

Note 4 - Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

La Banque centrale du Luxembourg a mis en place, à partir du 1 janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois.

Au 31 décembre 2016, le montant de la réserve minimale maintenue par la Banque auprès de la Banque centrale du Luxembourg s'élevait à CHF 851 847 533 (2015 : CHF 137 057 116).

Note 5 - Entreprises liées

5.1. Détail des parts dans des entreprises liées

Au 31 décembre 2016, la Banque détient des parts dans les entreprises liées (supérieures à 20 %) dans les sociétés suivantes :

Dénomination	Siège	Valeur comptable CHF	Quotes-parts du capital détenu (%)	Capitaux propres au 31/12/2016 (*) CHF	Résultat au 31/12/ 2016 (*) CHF
PICTET LIFE INSURANCE ADVISORS (FRANCE) SAS	Paris	589 597	100,0	1 940 047	588 627
Déduction de la provision forfaitaire		1 382			
		588 215			

(*) Sur base d'informations financières non auditées

Bastions Conseils a changé de dénomination sociale le 12/09/2016 pour devenir Pictet Life Insurance Advisors (France) SAS. Pictet Life Insurance Advisors (France) n'est pas cotée sur une bourse.

La Banque n'est pas tenue de préparer des comptes consolidés. Cette filiale n'est pas incluse dans le périmètre de consolidation car elle ne représente qu'un intérêt négligeable au regard de l'objectif visé à l'article 83 (1) de la loi modifiée du 17 juin 1992.

Un tableau récapitulatif des mouvements de l'exercice est repris dans la note 7.1.

5.2. Opérations effectuées avec les entreprises liées détenues par la Banque

Poste du passif	2016 CHF	2015 CHF
Dettes envers la clientèle	56 001	585 356

5.3. Opérations effectuées avec des entreprises liées

Créances sur des entreprises liées	2016 CHF	2015 CHF
Créances sur les établissements de crédit	901 918 316	412 095 982
Créances sur la clientèle	152 066	37 570

Dettes sur des entreprises liées	2016 CHF	2015 CHF
Dettes envers des établissements de crédit	1 020 628 041	580 047 633
Dettes envers la clientèle	277 299 393	211 878 776

Note 6 – Valeurs mobilières

6.1. Valeurs mobilières cotées et non cotées**6.1.1. Valeurs mobilières cotées**

	2016 CHF	2015 CHF
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe		
- des émetteurs publics	2 458 986 116	2 577 909 762
- d'autres émetteurs	1 914 024 690	2 233 981 655
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	15 726 193	3 828 007
	4 388 736 999	4 815 719 424

6.1.2. Valeurs mobilières non cotées

	2016 CHF	2015 CHF
Parts dans les entreprises liées	588 215	596 513

6.2. Catégories de portefeuille

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se répartissent comme suit :

	2016 CHF	2015 CHF
Portefeuille des immobilisations financières	4 373 010 806	4 811 891 417

Au 31 décembre 2016, la valeur de marché du portefeuille des immobilisations financières s'élève à CHF 4 345 625 300 dont CHF 30 983 273 d'intérêts courus comptabilisés en compte de régularisation actif.

Le montant des obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe venant à échéance au cours de l'exercice 2017 s'élève à CHF 1 347 144 606

6.3. Amortissement des agios et disagios des valeurs mobilières du portefeuille des immobilisations financières

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé de la prise en compte de résultat depuis la date d'acquisition des agios ou disagios sur les immobilisations financières en portefeuille s'élève à :

	2016 CHF	2015 CHF
Agio	83 119 472	58 062 876
Disagio	(2 082 771)	(612 846)

Note 7 – Actif immobilisé

7.1. Immobilisations financières

Les mouvements des immobilisations financières au cours de l'exercice peuvent être résumés comme suit :

	Parts dans les entreprises liées	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe
	2016 CHF	2016 CHF
Valeur brute au 1 ^{er} janvier	598 063	4 824 392 161
Entrées	-	186 641 363
Sorties	-	(907 537 584)
Différence de conversion	(8 466)	279 791 507
Valeur brute au 31 décembre	589 597	4 383 287 447
Déduction de la provision forfaitaire	(1 382)	(10 276 641)
Valeur nette au 31 décembre	588 215	4 373 010 806

Les parts dans les entreprises liées correspondent à la participation de la Banque dans Pictet Life Insurance Advisors (France) S.A.S., société de courtage en assurances, sise à Paris.

Les sorties du portefeuille d'immobilisation financière représentent les titres arrivés à échéance au cours de l'exercice 2016 et les ventes de certains titres ne répondant plus aux critères d'éligibilité du portefeuille obligataire de la Banque (CHF 24 322 290) ainsi qu'un titre remboursé de manière anticipative par l'émetteur (CHF 17 995 380). Ces ventes ont généré une perte réalisée de CHF 507 431.

7.2. Actifs corporels

Les mouvements des actifs corporels au cours de l'exercice peuvent être résumés comme suit :

	Installations techniques et machines	Autres installations, outillage et mobilier	Total actifs corporels 2016	Total actifs corporels 2015
	CHF	CHF	CHF	CHF
Valeur brute au 1 ^{er} janvier	33 849 853	36 969 908	70 819 761	70 954 328
Entrées	1 080 861	4 558 537	5 639 398	1 647 791
Sorties/Transfert	(985 062)	(15 758 294)	(16 743 356)	-
Différence de conversion	(106 318)	(182 005)	(288 323)	(1 782 358)
Valeur brute au 31 décembre	33 839 334	25 588 146	59 427 480	70 819 761
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre (y inclus différence de conversion)	(29 644 900)	(18 199 149)	(47 844 049)	(58 510 154)
Déduction de la provision forfaitaire	(15 464)	(11 693)	(27 157)	(31 896)
Valeur nette au 31 décembre	4 178 970	7 377 304	11 556 274	12 277 711

Note 8 – Dettes représentées par un titre

Dans le courant de l'année 2016, la Banque s'est lancée dans une nouvelle activité d'émission de produits structurés, dont les certificats sur panier d'actions. Au 31 décembre 2016, la totalité des émissions représente CHF 34 648 442 au passif de la Banque.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie de couverture économique des certificats sur panier d'actions, la Banque a acheté les titres qui composent le portefeuille sous-jacent des certificats sur panier d'actions. Au 31 décembre 2016, la valeur de ces actions est de CHF 15 726 193 enregistrés à l'actif de la Banque.

Note 9 - Autres passifs

Au 31 décembre 2016, le poste "Autres passifs" s'analyse comme suit :

	2016 CHF	2015 CHF
Créanciers privilégiés	5 755 052	7 363 777
Plan de pension	1 476 205	1 579 222
	7 231 257	8 942 999

Les dettes envers les créanciers privilégiés se rapportent pour l'essentiel à des taxes à reverser pour les clients de la Succursale de Turin. Le plan de pension concerne les employés de la succursale de Turin.

Note 10 - Autres provisions

Au 31 décembre 2016, les autres provisions sont constituées des postes suivants :

	2016 CHF	2015 CHF
Primes et salaires à payer	32 858 041	34 766 636
Provision AGDL	4 713 611	7 029 523
Provision pour litiges	44 223	156 763
Autres	943 907	889 400
Total	38 559 782	42 842 322

La provision forfaitaire déduite des actifs concernés s'élève à CHF 19 800 000 au 31 décembre 2016.

Note 11- Capital souscrit

Au 31 décembre 2016, le capital souscrit et entièrement libéré de la Banque s'élève à CHF 70 000 000 et est représenté par :

	Nombre	Valeur nominale CHF	Total CHF
Actions nominatives	56 000	1 000	56 000 000

Actions privilégiées	14 000	1 000	14 000 000
Total	70 000		70 000 000

Les actions privilégiées ont droit à un dividende annuel privilégié et récupérable fixé à 10 % de leur valeur nominale, soit CHF 100 par action. Elles bénéficient par ailleurs d'un droit privilégié au remboursement de l'apport.

Note 12 – Réserves

12 . 1 . Réserve légale

En application de la loi luxembourgeoise, la Banque doit affecter à la réserve légale un montant correspondant au moins à 5 % du bénéfice net annuel, jusqu'à ce que cette réserve légale soit égale à 10 % du capital souscrit. La réserve légale n'est pas distribuable.

12 . 2 . Réserve spéciale

En accord avec la législation fiscale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, la Banque a réduit sa charge de l'impôt sur la Fortune (« IF ») dans la limite de la charge de l'impôt sur le Revenu des Collectivités (« IRC ») avant imputation des crédits d'impôts. Afin de se conformer à la législation, la Banque a décidé d'affecter en réserves indisponibles (poste « Réserve spéciale »), un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

12 . 3 . Réserve libre

Les réserves libres représentent les bénéfices des années précédentes qui ont été affectés par les assemblées générales annuelles des actionnaires à un compte de réserve spécial intitulé « Réserves libres ». Cette réserve est distribuable et la distribution peut avoir lieu après approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

Note 13 – Variations des capitaux propres

La variation des capitaux propres de la Banque s'analyse comme suit :

	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Situation au 31 décembre 2015	70 000 000	30 000 000	7 000 000	38 436 752	214 403 849	122 739 715	482 580 316
Affectation à la réserve Impôts sur la fortune	-	-	-	1 590 338	(1 590 338)	-	-
Dissolution de la réserve Impôt sur la fortune 2009	-	-	-	(7 186 072)	7 186 072	-	-
Transfert des pertes et des bénéfices reportés par les Succursales en 2015	-	-	-	-	19 553 508	-	19 553 508
Prise en charges des pertes et des bénéfices reportés par Luxembourg en 2015	-	-	-	-	(19 533 508)	-	(19 533 508)
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(59 150 000)	-	(59 150 000)
Résultat reporté	-	-	-	-	122 739 715	(122 739 715)	-
Résultat au 31 décembre 2016	-	-	-	-	-	88 496 880	88 496 880
Différence de change 2015	-	-	-	-	(366 906)	-	(366 906)
Différence de change de l'année en cours	-	-	-	-	(38 219)	-	(38 219)
Situation au 31 décembre 2016	70 000 000	30 000 000	7 000 000	32 841 018	283 184 173	88 496 880	511 522 071

L'assemblée générale des actionnaires du 2 mai 2016 a décidé la répartition du bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2015. Cette assemblée a décidé la distribution d'un dividende de CHF 22 750 000 aux actionnaires privilégiés et d'un dividende de CHF 36 400 000 aux actionnaires ordinaires.

Le transfert des pertes et des bénéfices reportés des Succursales pour un total de CHF 19 533 508 se décompose comme suit :

Francfort

Le bénéfice de 2015 s'élève à EUR 23 818 407.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 25 343 166.

Paris

Le bénéfice de 2015 s'élève à EUR 1 626 494.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 1 730 615.

Madrid

Le bénéfice de 2015 s'élève à EUR 2 517 210.

La contrevaletur de ce montant au cour moyen de l'exercice concerné est de CHF 2 678 352.

Hong Kong

La perte de 2015 s'élève à HKD 78 952 967.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 9 823 644.

Turin

Le bénéfice de 2015 s'élève à EUR 4 404 043.

La contrevaletur de ces montant aux cours moyens des exercices concernés est de CHF 4 685 973.

Londres

La perte de 2015 s'élève à GBP 3 454 448

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 5 080 954.

Note 14 – Actifs et passifs libellés en devises étrangères

	2016	2015
	CHF	CHF
Montant total d'éléments d'actif libellés en devises étrangères	8 152 740 589	6 482 817 897
Montant total d'éléments de passif libellés en devises étrangères	7 759 734 201	6 130 470 993

Note 15 – Passifs éventuels et engagements

15.1. Passifs éventuels

Au 31 décembre 2016, les passifs éventuels renseignés dans les comptes du hors bilan s'analysent comme suit :

	2016	2015
	CHF	CHF
Garanties et autres substituts directs de crédit	313 909 033	329 667 803

Au 31 décembre 2016, les passifs éventuels contractés avec des entreprises liées s'élèvent à CHF 162 325 488 (2015 : CHF 149 856 267).

15.2. Autres engagements

Au 31 décembre 2016, la Banque a contracté l'engagement suivant qui n'est ni à renseigner au bilan ni au hors bilan :

- L'immeuble abritant les activités de la Banque est loué. La Banque est engagée à payer un loyer de CHF 24 624 139 jusqu'en août 2021 (2015: CHF 30 314 507).

Au 31 décembre 2016, la Banque a l'engagement suivant qui est à renseigner au hors bilan :

- Pictet & Cie (Europe) S.A. succursale de Paris s'est vu octroyer par Banque Pictet & Cie SA deux subventions d'équilibre d'un montant total de CHF 2 500 000. Ces subventions feront l'objet d'un remboursement lorsque l'arrêté des comptes de la succursale fera ressortir un résultat positif et que les pertes reportées auront été intégralement apurées.

15.3. Système de garantie mutuelle des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi ») transposant en droit luxembourgeois la Directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs a été émise en date du 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en vigueur jusque-là, mis en œuvre par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), sera remplacé par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Le nouveau système garantira l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 100 000 (Fonds de garantie des dépôts Luxembourg) et les investissements jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 20 000 (Système d'indemnisation des investisseurs Luxembourg). La loi prévoit en outre que des dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou encore liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de EUR 100 000 pour une période de 12 mois.

Les provisions constituées dans leurs comptes annuels par les banques au fil des années pour être en mesure de respecter, le cas échéant, leurs obligations vis à vis de l'AGDL sont utilisées au fur et à mesure du versement de leur contribution au nouveau Fonds de Résolution Unique (FRU), respectivement lors de la constitution du nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL).

Le montant des moyens financiers du FRL devra atteindre au début de l'année 2024 au moins 1% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1^{er} numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participant. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des contributions annuelles au cours des exercices 2015 à 2024. La contribution 2016 au FRL s'élève à EUR 1 431 665 (CHF 1 603 634). Cette charge a été comptabilisée contre utilisation de la provision AGDL constituée dans le passé.

Le niveau cible des moyens financiers du FGDL est fixé à 0,8 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi, des établissements de crédit adhérents et devra être atteint à la fin de l'année 2018 à travers des contributions annuelles. La contribution 2016 au FGDL s'élève à EUR 635 896 (CHF 712 278). Cette charge a été comptabilisée contre utilisation de la provision AGDL constituée dans le passé.

Lorsque le niveau de 0,8 % sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois continueront de contribuer pendant 8 ans supplémentaires de sorte à constituer un coussin de sécurité supplémentaire de 0,8 % des dépôts garantis tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi.

15.4 Services de gestion et de représentation

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a fourni à des tiers les services de gestion et de représentation suivants :

- Gestion ou conseil en gestion de patrimoine ;
- Conservation et administration de valeurs mobilières ;
- Banque dépositaire ;
- Représentation fiduciaire.

Note 16 - Compte de profits et pertes

16.1 Ventilation géographique des produits par marché géographique

La Banque effectue ses opérations essentiellement avec la Suisse et les pays de l'Union Européenne. Du point de vue de l'organisation de la Banque, ces marchés ne diffèrent pas entre eux.

16.2. Autres produits d'exploitation

Ce poste correspond principalement à des prestations facturées à des sociétés du Groupe (CHF 9 343 121), à une récupération de TVA pour la Succursale espagnole pour les exercices de 2011 à 2013 (CHF 1 036 992) et à un revenu non récurrent lié à des remboursements de retenue à la source sur des dividendes versés aux OPCVM par l'administration française (CHF 904 306).

16.3. Autres charges d'exploitation

Ce poste est principalement constitué des impacts liés aux erreurs sur opérations (CHF 800 915) et d'une dotation à une provision pour indemnités de retard pour la libération des bureaux à Milan de la Succursale italienne (CHF 544 591).

16.4. Charges fiscales

La Banque est passible d'un certain nombre d'impôts sur le revenu et le capital. Les autorités fiscales luxembourgeoises ont émis des bulletins d'imposition jusqu'à l'année 2012 pour l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal. Les provisions fiscales sont reprises dans la rubrique bilantaire « Provisions pour impôts ».

Suivant les règles fiscales luxembourgeoises, la Banque doit préparer un bilan fiscal exprimé en Euros. La Banque est autorisée à neutraliser les gains/pertes de change sur l'investissement de ses fonds propres et qui sont seulement repris dans le bilan fiscal.

Note 17 - Autres impôts

Au 31 décembre 2016, les autres impôts correspondent essentiellement à des retenues à la source sur des obligations suisses détenues dans le portefeuille d'investissement ainsi que diverses taxes sur les salaires pour la Succursale de Paris.

Note 18 - Données relatives au personnel et aux dirigeants

18.1. Personnel employé

Nombre de personnes employées en moyenne au cours de l'exercice :

	2016	2015
Direction	5	5
Cadres	45	43
Employés	487	476
	537	524

18.2. Données relatives aux dirigeants

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres de la Direction, y inclus les cadres est de CHF 11 892 713 (2015 : CHF 12 144 547).

Le montant des engagements contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des membres de la Direction y inclus les cadres est de CHF 732 814 (2015 : CHF 761 359).

La Banque n'a pas accordé d'avances, de garanties ou de crédits aux membres de la Direction.

Note 19 - Honoraires du réviseur d'entreprises

L'ensemble des honoraires à payer par la Banque au réviseur se présente comme suit :

	2016	2015
Honoraires d'audit	497 424	464 720
Honoraires fiscaux	50 406	175 082
Autres honoraires	14 686	26 623
Total	562 516	666 425

Note 20 - Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque au 31 décembre 2016 s'élève à 0,95% (2015 : 1,58 %). Ce montant est calculé en divisant le résultat de l'exercice par le total bilantaire.

Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de **Pictet & Cie (Europe) S.A.**

Rapport sur les comptes annuels

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Pictet & Cie (Europe) S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2016, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre Opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Pictet & Cie (Europe) S.A. au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Luxembourg, le 18 avril 2017

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative représentée par
Roxane Haas

PricewaterhouseCoopers

Société coopérative
2, rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
Téléphone : +352 494848 1 - Facsimile : +352 494848-2900
www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé – Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 – TVA LU25482518

1705322